

## Les dynamiques de l'objectivation du social

### Introduction

*The Dynamics of Social Objectivation*

Claire-Lise Debluë, Alix Heiniger et Laure Piguet

---



#### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoires mesure/19068>

DOI : [10.4000/histoires mesure.19068](https://doi.org/10.4000/histoires mesure.19068)

ISSN : 1957-7745

#### Éditeur

Éditions de l'EHESS

#### Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2023

Pagination : 95-104

ISBN : 978-2-7132-2988-6

ISSN : 0982-1783

#### Référence électronique

Claire-Lise Debluë, Alix Heiniger et Laure Piguet, « Les dynamiques de l'objectivation du social », *Histoire & mesure* [En ligne], XXXVIII-1 | 2023, mis en ligne le 30 juin 2023, consulté le 11 octobre 2023.

URL : <http://journals.openedition.org/histoires mesure/19068> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoires mesure.19068>

---

Le texte et les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés), sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

## Les dynamiques de l'objectivation du social

### Introduction

«Il est bien connu que l'enseignement par la pratique (*Anschauungsunterricht*) s'étend d'année en année [...]. Seules les sciences sociales évoluent encore majoritairement sur les chemins de la pensée spéculative. Et c'est justement ce domaine, aux connaissances souvent subtiles, qui nécessite une synthèse systématique et uniforme, car les causes et les composantes des événements sociaux sont souvent difficiles à expliquer et à justifier en des termes purement théoriques. D'où le besoin toujours croissant d'enquêtes statistiques, de tableaux graphiques, de représentations picturales et symboliques, de photographies, de modèles, etc.<sup>1</sup>»

Lorsque Max Büchler, l'un des promoteurs du Musée social suisse, écrit ces mots dans le *Grütli* en 1914, la cause de la réforme sociale est encore loin d'être entendue sur les rives de la Limmat. Dans un climat de défiance généralisé à l'égard des principes réformateurs, éducation et persuasion vont de pair. Comment retenir les ouvrier·ères les plus enclines à rejoindre les rangs révolutionnaires ? Et comment convaincre les décideurs d'embrasser des politiques sociales à même d'améliorer les conditions matérielles des citoyen·nes les plus exposés à la pauvreté ? À en croire la tribune de Büchler, la recette est simple. Pour apporter la preuve des bienfaits de la réforme sociale, il suffit de mobiliser un répertoire d'outils et de méthodes depuis longtemps éprouvés : enquêtes statistiques, visualisations graphiques, documentation photographique, etc. Autrement dit, en démontrant l'étendue des applications pratiques de principes réputés théoriques, le Musée social suisse se veut un lieu où les savoirs sociaux seraient aisément appropriables par le plus grand nombre. Le chemin esquissé par l'une des chevilles ouvrières du musée illustre bien les tensions à l'œuvre. D'un côté, il s'agit d'apporter un gain de scientificité aux sciences sociales « spéculatives » et donc de se doter d'outils et de méthodes adéquats pour réaliser de tels objectifs. Sans surprise, on retrouve parmi ces outils privilégiés la statistique démographique ou encore l'enquête sur le logement ouvrier. De l'autre, il s'agit de disséminer

---

1. M. BÜCHLER, 1914, p. 3.

les nouveaux savoirs sociaux auprès de publics considérés comme faiblement éduqués, et donc peu enclins à saisir des savoirs théoriques et, pour cela, de recourir à des procédés ouvertement récréatifs, capables de frapper l'imagination : reliefs, mécanismes interactifs, représentations dites « populaires » ou « artistiques »<sup>2</sup> de la statistique<sup>3</sup>. Ce seul exemple montre combien, au début du xx<sup>e</sup> siècle, les procédés d'objectivation demeurent encore dans une forme d'incertitude épistémologique. Ils naissent par ailleurs de besoins divers, voire contradictoires, à la croisée de la démarche scientifique et de l'action politique.

Toutefois, dans le climat qui entoure l'entrée en guerre des puissances européennes, la création d'un musée social apparaît pour le moins anachronique, en tous les cas pour qui prétend résoudre les maux de la classe ouvrière, désormais aggravés par la conscription, l'inflation et les pénuries. Sans doute n'est-il plus temps de décomposer la « question sociale » en unités discrètes, dans un souci de pédagogie à l'endroit des masses laborieuses comme des décideurs et de leurs administrations. Si 1914 marque une rupture indéniable dans la dissémination des principes de la réforme sociale, les quelque quarante années qui précèdent sont celles qui voient, au contraire, les initiatives se multiplier pour en encourager les applications. Durant ces quatre décennies, au cœur du présent dossier, les efforts pour classer et ordonner le monde social de manière méthodique et objective se poursuivent. Les travaux de Theodore Porter sont parmi les premiers à retracer la façon dont l'idéal d'objectivité gagne la sphère publique au cours du xix<sup>e</sup> siècle<sup>4</sup>, après avoir conquis celui des sciences de la nature au xviii<sup>e</sup> siècle<sup>5</sup>. Non seulement les cercles savants cherchent peu à peu à rompre avec les écueils du moralisme, mais la vaste communauté des employé·es et des fonctionnaires travaillant pour le compte des administrations publiques est mise au défi d'unifier différents territoires à travers le dénombrement de leur population, dans un contexte colonial notamment<sup>6</sup>. Mettre la société en mots, en nombres et en images : tels sont en somme les principaux moyens qui s'offrent aux savants, au personnel administratif et politique pour objectiver le « social ».

Si l'usage du singulier (« le social » ; « la société ») a longtemps véhiculé l'idée d'une réalité univoque, que les catégories et les indices statistiques permettraient d'embrasser dans sa totalité, cette conception du monde social fut aussi contestée avec virulence<sup>7</sup>. Sans nier l'influence de tels idiomes sur l'ordre symbolique du discours, on ne saurait réduire les relations entre savoirs sociaux et quantification à une généalogie disciplinaire de la formation des

---

2. H. SCHLOSSER, 1915, p. 9.

3. C.-L. DEBLUÉ, 2022.

4. T. M. PORTER, 1995.

5. Voir à ce propos L. DASTON & P. GALISON, 2012.

6. Voir à ce sujet F. MALÈGUE, 2018.

7. L. BOLTANSKI, 2014.

savoirs, qu'ils fussent administratifs, techniques, pratiques ou scientifiques. Les différents usages des outils d'objectivation, en effet, ne se sont pas développés de manière autonome. Les articles qui composent ce dossier s'intéressent ainsi moins à l'« idéal d'objectivité » et à ses conditions de possibilité qu'à la manière avec laquelle cette objectivité est produite et dont ses outils (données, catégories) sont régulièrement négociés, réinterprétés, voire subvertis, et ce bien au-delà des espaces qui les ont vu naître. Ces questions étaient au cœur de la réflexion de notre colloque à l'université de Zurich en novembre 2021<sup>8</sup>, dont sont issus les deux articles de ce dossier. Intitulé « Making the Social World Objective. Theoretical, Practical, and Visual Forms of Social and Economic Knowledge 1850-2000 », il avait entre autres comme ambition d'étudier les dynamiques entre différent-es actrices ou acteurs et différentes institutions impliquées dans la fabrication des outils d'objectivation. Cette interrogation s'est nourrie autant de nos recherches respectives que de nouvelles approches en histoire de la statistique.

À partir du constat que le recours aux outils d'objectivation explose dans un contexte où les sciences sociales et la statistique constituent des savoirs encore faiblement institutionnalisés, nous souhaitons notamment observer comment les acteur-rices qui s'en saisissent contribuent à définir les formes de l'objectivation du social comme un assemblage de pratiques très diverses<sup>9</sup>, poursuivant, en outre, des objectifs distincts. Les tentatives d'objectiver le monde social peuvent notamment viser à prouver la légitimité d'une revendication et la nécessité d'une réforme. Transformer une cause en un problème social objectivé devant être solutionné permet de prendre de la hauteur et de lui donner une nouvelle dimension. Cette démarche s'accomplit alors au travers d'enquêtes aux formes multiples qui visent à connaître précisément une situation<sup>10</sup>. Ces initiatives s'inscrivent dans les débats réformateurs plus larges autour de la « question sociale » et des expertises de différents types mobilisées pour en solutionner les causes. Les enquêtes réalisées au sein des milieux ouvriers<sup>11</sup> ou par des femmes sur la situation des individus du même sexe passent dans certaines occasions par la réappropriation d'outils méthodologiques, comme la monographie<sup>12</sup>. Ces enquêtes naissent parfois d'une incitation externe, comme la célèbre enquête de Julie-Victoire Daubié sur la « Femme pauvre » qui répondait à l'Académie royale de Lyon dans les années 1860<sup>13</sup>. Elles peuvent également trouver leur origine dans une dynamique interne à un collectif. C'est le cas, par exemple, lors du *Congress of Women* de Chicago, organisé en marge

---

8. Pour un résumé de l'ensemble des interventions du colloque, voir J. HAUPT, 2022.

9. M. DONNELLY, 1998, p. 226.

10. M. HERRNSTADT & L. RENARD, 2020.

11. H. RIGAUDIAS-WEISS, 1936; L. MYSYROWICZ, 1969; É. GEERKENS *et al.*, 2019.

12. F. BATTAGLIOLA, 2003.

13. A. THIERCÉ, 1999.

de l'Exposition universelle de 1893, qui demande aux participantes de dresser un tableau de la situation des femmes dans leur pays respectif avec l'objectif de produire une image aussi fidèle que possible de la réalité<sup>14</sup>. La compilation *La Statistique générale de la femme française* résulte, avec d'autres, de cette requête. Les enquêtes féministes prennent également la forme du reportage journalistique, jouissant ainsi d'une plus large diffusion<sup>15</sup>. Comme le soulignent ces exemples, l'objectivation d'une cause par un groupe minorisé par les rapports sociaux (ici de sexe) renvoie à une prise de conscience de l'importance de fonder les revendications sur un corpus de connaissances, un savoir accumulé à partir d'observations qualitatives ou quantitatives. Cette démarche donne au propos une autre valeur, il n'est plus seulement une demande d'ordre politique, mais un aspect du monde social qui prend l'envergure d'un problème à résoudre. La diffusion de ces discours se manifeste sous différents formats, la presse, les expositions, les exposés dans des congrès ou les musées sociaux, comme celui de Zurich présenté en ouverture de cette introduction.

Cette diversité des pratiques est caractéristique de la manière dont s'est construit cet objet au XIX<sup>e</sup> siècle. Elle l'est tout autant de la manière dont l'historiographie s'en est depuis saisie, agrégeant des chercheurs et des chercheuses s'intéressant aussi bien à l'épistémologie des sciences, à l'histoire des marges et de leurs catégorisations, qu'à la mise en place des formes modernes de gouvernement, que ce soit au lendemain des révolutions libérales ou dans un contexte colonial. Dans ce vaste ensemble, l'histoire de la statistique est peut-être la discipline qui a le plus bénéficié de cette dynamique historiographique, allant même jusqu'à conquérir une certaine autonomie<sup>16</sup>. Les travaux en histoire des statistiques (non mathématique) se sont d'abord concentrés sur l'histoire des institutions qui les produisent (société de statistiques<sup>17</sup>, bureaux ou offices de statistique<sup>18</sup>, institutions internationales interétatiques ou supraétatiques<sup>19</sup>). Depuis les années 1980, les études portent, entre autres, sur les procédés de fabrication des données officielles, leurs usages et la dimension politique de leur fabrication<sup>20</sup>. À partir des années 1990, de nouveaux questionnements ont intéressé les historien·nes de la statistique, notamment le rôle et les effets de ces instruments

---

14. H. PÉRIVIER & R. ROGERS, 2019.

15. M. ZANCARINI-FOURNEL, 2019.

16. A. DESROSIÈRES, 2000.

17. D. ELESH, 1972 ; M. CULLEN, 1975 ; V. L. HILTS, 1978 ; F. ROSENFELD, 1997 ; B. TOUCHELAY, 2010.

18. Les études sur les institutions nationales de statistiques sont nombreuses, voir par exemple : B. TOUCHELAY, 1993 ; J. VAN MAARSEVEN, 1999 ; J.-P. BEAUD & J.-G. PRÉVOST, 2000 ; M. MESPOULET, 2008.

19. M. WARD, 2004 ; R. CUSSÓ, 2010.

20. A. DESROSIÈRES, 2000, p. 135.

de connaissance dans les processus politiques<sup>21</sup>. Comme l'écrivent Tom Crooke et Glen O'Hara, il s'agit d'étudier le rôle de l'argument statistique dans la prise de décision, dans les débats publics ou pour légitimer des actions gouvernementales<sup>22</sup>. Au sein de ces travaux, deux tendances se détachent : des études résolument foucaaldiennes qui cherchent à observer comment la statistique discipline la société<sup>23</sup> ou des études qui s'intéressent aux dynamiques de pouvoir (« *dynamics of power* ») au cœur de la fabrication des données<sup>24</sup>. Ces dernières analyses visent à dépasser une approche centrée sur l'État, comme la monographie nationale, pour saisir les interactions et les dynamiques entre différents acteurs, que ce soit à l'échelle locale ou supranationale<sup>25</sup>. Elles cherchent à aborder la statistique sous tous ses angles et dans toute sa complexité et non uniquement sous celui de la domination. Pierre Karila-Cohen note, à propos de l'enquête, que celle-ci est « désormais moins regardée comme l'expression d'une démarche panoptique mettant en œuvre deux entités séparées, strictement délimitées et des puissances inégales – l'État et la société –, que comme une interaction dynamique<sup>26</sup> ». Parmi ces recherches, on peut mentionner une partie de l'ouvrage de Nikolas Rose qui, bien que foucaaldien, observe comment les données deviennent, pour certaines citoyen·nes des démocraties naissantes, un outil empouissant de critique des actions gouvernementales<sup>27</sup>. Dans le même sens, dans son livre *La nationalité, une histoire de chiffres*, Morgane Labbé étudie les recensements et leurs usages politiques et montre que la statistique en « quantif[ant] les peuples et la force de leur mobilisation, leur ouvrait la voie vers une représentation dans l'ordre des chiffres et donc dans l'ordre politique ; en un mot, la statistique fut aussi un outil de pouvoir pour les minorités et leurs revendications, un moyen de leur *agency*<sup>28</sup>. »

Ainsi, durant la dernière décennie, l'analyse de la pensée des chiffres, de leurs usages et des procédés complexes de leur fabrication s'est enrichie et le regard se porte en partie, ou totalement, sur les dynamiques entre instances officielles et privées qui mènent à la production des données. À l'exemple des travaux de Labbé, l'État ou les institutions publiques ne sont plus au centre de l'histoire de la fabrication des données, mais des acteurs parmi d'autres tandis que les chiffres ne sont plus considérés comme des outils de domination, mais comme de simples outils dont le contenu et l'objectif varient en fonction des personnes qui les fabriquent.

---

21. A. DESROSIÈRES, 2000, p. 130.

22. T. CROOK & G. O'HARA, 2011, p. 3.

23. *Ibid.* Voir, par exemple, M. POOVEY, 1995 ; P. JOYCE, 2003, p. 24-34.

24. T. CROOK & G. O'HARA, 2011, p. 4.

25. Voir notamment F. CAHEN, 2018 ; L. FIGUET, 2018.

26. P. KARILA-COHEN, 2010, p. 25.

27. T. CROOK & G. O'HARA, 2011, p. 4 ; N. ROSE, 1999.

28. M. LABBÉ, 2019, p. 13 ; voir également *id.*, 2022, p. 79-80.

Les articles publiés dans ce dossier poursuivent cette manière d'analyser les procédés d'objectivation, leurs circulations dans l'espace public, leurs usages et les dynamiques à l'œuvre tout en ouvrant de nouvelles pistes de recherche. Les auteur·rices observent, de manière très détaillée, les interactions variées à l'origine de la fabrication des outils d'objectivation du social. La contribution de Mátyás Erdélyi montre, entre autres, l'apport de l'approche biographique pour saisir ces dynamiques, mais également l'importance de la construction de la figure de l'« expert » dans les procédés d'objectivation, c'est-à-dire comment le chiffre est légitimé ou non par la personne qui le fabrique, sa situation (marginale ou centrale) dans son champ et les discours qu'il élabore sur ces méthodes. Erdélyi s'intéresse au directeur du bureau statistique de Budapest József Kőrösy (dès 1869) qui ne réussit pas à convaincre ses pairs et à imposer ses vues sur la manière de faire de la statistique et notamment d'évaluer les effets du vaccin contre la petite vérole. Il jouit toutefois d'une meilleure reconnaissance dans les arènes internationales, en tant que cofondateur de l'Institut international de statistiques et dans les congrès internationaux sur le sujet. S'intéressant à une entité collective plutôt qu'à un acteur individuel, la contribution d'Agnès Hirsch retrace la manière dont certaines organisations syndicales ont produit leurs propres données afin d'objectiver les conditions de travail de différents corps de métiers. Elle montre également les luttes menées par ces organisations à l'encontre des pouvoirs publics en matière de réglementation et de protection du travail. L'article analyse avec soin les mécanismes assignant de manière indue ou hâtive certaines professions à des catégories de travailleur·euses peu ou mal protégé·es par la loi, sur la base de critères relevant davantage de la spéculation que des connaissances empiriques. Dans ces exemples, la manière d'objectiver la catégorie professionnelle se révèle décisive puisqu'elle ouvre ou non la possibilité d'une protection.

Loin de considérer les dynamiques de l'objectivation comme un pur produit de l'institutionnalisation des sciences sociales, ce dossier s'intéresse donc aux conditions mêmes d'une mise en nombre et d'une mise en catégorie du monde social dans un contexte de tâtonnements épistémologiques autour de ces procédés et de tensions entre science et action. Ces articles révèlent la dimension conflictuelle de l'objectivation du social, objet de négociations, qui ne correspond ainsi pas à un simple processus de réification, de naturalisation du monde social pour en observer les principes. C'est bien parce que ces approches ne furent pas réservées aux structures dominantes, aux États et à leur administration, et que les personnes objectivées ont rapidement saisi l'impact de ces procédés sur leur existence, qu'elles occasionnent un débat sur les solutions, elles-mêmes définies en fonction de la manière de formuler les problèmes. Dans ce sens, les techniques d'objectivation déplacent le discours pour montrer qu'il ne relève plus d'un point de vue, mais reflète des faits établis à partir de l'observation. Enfin, c'est à une histoire des débats

et des postures épistémologiques qui entourent la fabrique du « social » au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles que nous avons cherché à contribuer par le colloque et le présent dossier.

**Claire-Lise Debluë**

Laboratoire Histoire et Cité, Université de Lausanne  
E-mail : claire-lise.deblue@unil.ch

**Alix Heiniger**

Département d'histoire contemporaine, Université de Fribourg  
E-mail : alix.heiniger@unifr.ch

**Laure Piguet**

Département d'histoire contemporaine, Université de Fribourg  
E-mail : laure.piguet@unifr.ch

## Bibliographie

### *Sources imprimées*

- BÜCHLER, Max, « Landesausstellung und Sozialmuseum », *Der Grütljaner*, 21 octobre 1914, p. 3.  
SCHLOSSER, Heinrich, « Künstlerische statistische Darstellung », (*Das Werk*, vol. 2, n° 1, 1915, p. 9.

### *Travaux*

- BATTAGLIOLA, Françoise, « Femmes auteurs de monographies ouvrières », *Les études sociales*, n° 138, 2003, p. 55-72.  
BEAUD, Jean-Pierre & PRÉVOST, Jean-Guy, *L'ère du chiffre. Systèmes statistiques et traditions nationales*, Sainte-Foy, Presses de l'université du Québec, 2000.  
BOLTANSKI, Luc, « Quelle statistique pour quelle critique ? », in Isabelle BRUNO, Emmanuel DIDIER & Julien PRÉVIEUX (dir.), *Statactivisme. Comment lutter avec des nombres*, Paris, La Découverte (Zones), 2014, p. 33-50.  
CAHEN, Fabrice, « La raison statistique au service des travailleurs. Jacques Ferdinand-Dreyfus et les assurances sociales (1912-1940) », *Histoire & Mesure*, vol. 33, n° 2, 2018, p. 139-162.  
CROOK, Tom & O'HARA, Glen, « The "Torrent of Numbers". Statistics and the Public Sphere in Britain, c. 1800-2000 », in Tom CROOK & Glen O'HARA (dir.), *Statistics and the Public Sphere. Numbers and the People in Modern Britain, c. 1800-2000*, New York et Londres, Routledge, 2011, p. 1-31.  
CULLEN, Michael J., *The Statistical Movement in Early Victorian Britain. The Foundations of Empirical Social Research*, New York, The Harvester Press Limited, 1975.

- CUSSÓ, Roser, « La quantification internationale à la lumière de la SSP et des congrès internationaux de statistique : continuités et ruptures », *Journ@l électronique d'histoire des probabilités et de la statistique* (en ligne), vol. 6, n° 2, 2010.  
URL : <https://www.emis.de/journals/JEHPS/Decembre2010/Cusso.pdf>
- DASTON, Lorraine & GALISON, Peter, *Objectivité*, trad. par Sophie Renaut & Hélène Quiniou, Dijon, Presses du réel, 2012.
- DEBLUË, Claire-Lise, « Exposer le social : musées et connaissances “utiles” au début du XX<sup>e</sup> siècle », *Culture & Musées*, n° 39, 2022, p. 59-84.
- DESROSIÈRES, Alain, « L'histoire de la statistique comme genre : style d'écriture et usages sociaux », *Genèses. Sciences sociales et histoire*, n° 39, 2000, p. 121-137.
- DONNELLY, Michael, « From Political Arithmetic to Social Statistics: How some Nineteenth-Century Roots of the Social Sciences were Implanted », in Johan HEILBRON, Lars MAGNUSSON & Björn WITTRÖCK (dir.), *The Rise of the Social Sciences and the Formation of Modernity. Conceptual Change in Context, 1750-1850*, Dordrecht, Springer, 1998, p. 225-239.
- ELESH, David, « The Manchester Statistical Society: A Case Study of a Discontinuity in the History of Empirical Social Research. Part I », *Journal of the History of the Behavioral Sciences*, vol. 8, n° 3, 1972, p. 280-301.
- GEERKENS, Éric, HATZFELD, Nicolas, LESPINET-MORET, Isabelle & VIGNA, Xavier (dir.), *Les enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine*, Paris, La Découverte, 2019.
- HAUPT, Joanna, « Making the Social World Objective. Theoretical, Practical, and Visual Forms of Social and Economic Knowledge, 1850-2000 », compte rendu pour Infoclio.ch, document déposé en ligne, 2022.  
URL : <https://infoclio.ch/fr/node/161022>
- HERRNSTADT, Martin & RENARD, Léa, « L'enquête, entre science de l'État et thérapie sociale. Genèse et transformations d'une catégorie de la recherche empirique en Allemagne (années 1880-années 1930) », *Revue d'histoire des sciences humaines*, n° 37, 2020, p. 29-64.
- HILTS, Victor L., « *Aliis exteendum*, or, the Origins of the Statistical Society of London », *Isis*, vol. 69, n° 1, 1978, p. 21-43.
- JOYCE, Patrick, *The Rule of Freedom: Liberalism and the Modern City*, Londres et New York, Verso, 2003.
- KARILA-COHEN, Pierre, « État et enquête au XIX<sup>e</sup> siècle : d'une autorité à l'autre », *Romantisme*, n° 149, 2010, p. 25-37.
- LABBÉ, Morgane, *La nationalité, une histoire de chiffres. Politique et statistiques en Europe centrale (1848-1919)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2019.
- , « Social Movement and Economic Statistics in Interwar Poland: Building an Alternative Expert Knowledge on the Condition of the Working Class », in Fabio GIOMI, Célia KEREN & Morgane LABBÉ (dir.), *Public and Private Welfare in Modern Europe. Productive Entanglements*, Londres, Routledge, 2022, p. 79-106.
- MALÈGUE, Fanny, « L'empire en tableaux. Recenser et gouverner les colonies antillaises après la guerre de Sept Ans », *Histoire & Mesure*, vol. 33, n° 2, 2018, p. 93-114.
- MAARSEVEN, Jacques VAN (dir.), *A Century of Statistics: Counting, Accounting and Recounting in the Netherlands*, Amsterdam et Voorburg, Stichting beheer IISG, Statistics Netherlands, 1999.

- MESPOULET, Martine, *Construire le socialisme par les chiffres. Enquêtes et recensements en URSS de 1917 à 1991*, Paris, Institut national d'études démographiques, 2008.
- MYSYROWICZ, Ladislas, « Karl Marx, la Première Internationale et la statistique », *Le mouvement social*, n° 69, 1969, p. 51-84.
- PÉRIVIER, Hélène & ROGERS, Rebecca, « Women and the Language of Statistics in Late-Nineteenth-Century France: Reading the Graphs of Madame Pégard », *French Politics, Culture & Society*, vol. 37, n° 3, 2019, p. 1-26.
- PIGUET, Laure, « La justice sociale par les statistiques ? Le cas des accidents d'attelage des wagons de chemins de fer (1923-1931) », *Le mouvement social*, n° 263, 2018, p. 31-43.
- POOVEY, Mary, *Making a Social Body: British Cultural Formation, 1830-1865*, Chicago, The University of Chicago Press, 1995.
- PORTER, Theodore M., *Trust in Numbers. The Pursuit of Objectivity in Science and Public Life*, Princeton, Princeton University Press, 1995.
- RIGAUDIAS-WEISS, Hilde, *Les enquêtes ouvrières en France entre 1830 et 1848*, Paris, PUF, 1936.
- ROSE, Nikolas, *Powers of Freedom. Reframing Political Thought*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999.
- ROSENFELD, Félix, « Histoire des sociétés de statistique en France », *Journal de la Société de statistique de Paris*, vol. 138, n° 3, 1997, p. 3-18.
- THIERCÉ, Agnès, « La pauvreté laborieuse au XIX<sup>e</sup> siècle vue par Julie-Victoire Daubié », *Travail, genre et sociétés*, n° 1, 1999, p. 119-128.
- TOUCHELAY, Béatrice, « L'Insee des origines à 1961 : évolution et relation avec la réalité économique, politique et sociale » [ouvrage non publié], thèse de doctorat en histoire économique, université Paris XII, 1993.
- , « La Société de statistique de Paris et les fondations de l'expertise du service central de la statistique publique (1936-1975) », *Journ@l électronique d'histoire des probabilités et de la statistique* (en ligne), vol. 6, n° 2, 2010, p. 1-18.  
URL : <https://www.jehps.net/Decembre2010/Touchelay.pdf>
- WARD, Michael, *Quantifying the World. UN Ideas and Statistics*, Bloomington, Indiana University Press, 2004.
- ZANCARINI-FOURNEL, Michelle, « Enquêtes féministes : collectifs et figures singulières à la Belle Époque et dans le moment 68 », in Éric GEERKENS, Nicolas HATZFELD, Isabelle LESPINET-MORET & Xavier VIGNA (dir.), *Les enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine*, Paris, La Découverte, 2019, p. 165-176.

